

● (1440)

LES RENSEIGNEMENTS DE LA MINISTRE AU SUJET DES
PROBLÈMES DE LA BANQUE

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'aurais cru que la situation décrite par la ministre indiquait que l'établissement en question avait des problèmes.

Puis-je passer à un autre exemple d'interprétation différente des faits, monsieur le Président? Pendant le débat sur le renflouage de la BCC en mars, la ministre nous a dit de façon très catégorique que, le 14 mars, il n'y avait pas le moindre signe que la banque avait de graves problèmes. Nous savons maintenant que ce n'était pas le cas.

Que s'est-il passé? N'avait-elle pas été mise au courant? Pourquoi n'a-t-elle pas pu s'en tenir davantage aux faits?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je m'en suis toujours tenue aux faits quand j'ai pris la parole à la Chambre. Les problèmes qui nous ont été signalés avant le 14 mars sont ceux qui nous ont poussés à prendre certaines mesures le 25 mars. Je veux parler, bien entendu, du fait que le bureau de l'inspecteur général avait effectué un contrôle de certains établissements financiers.

Il y a toujours contrôle des établissements financiers. Nous avons essayé de résoudre les problèmes en question une fois que ceux-ci nous ont été signalés le 14 mars.

* * *

LES PÊCHES

LA VENTE DE THON EN CONSERVE—LES RÉTRACTATIONS

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vendredi dernier, le ministre des Pêches est revenu sur sa déclaration en disant que le bureau du premier ministre n'avait pas été informé du terrible scandale du thon.

M. MacAdam s'est rétracté aussi à propos de ses sources d'information sur le problème du thon avarié . . .

M. Hnatyshyn: Question.

M. McCurdy: Aujourd'hui, le député de Carleton-Charlotte a retiré la déclaration accablante qu'il avait faite dernièrement.

M. Hnatyshyn: Question.

M. McCurdy: Combien aurons-nous de rétractations de ce genre avant que le public ne perde totalement confiance dans le gouvernement actuel?

Une voix: Et votre question alors?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les 210 députés du caucus conservateur, qui siègent à la Chambre, vous donneront tous la même réponse.

Questions orales

Des voix: Bravo!

Une voix: Ils l'ont tous écrite dans la paume de leur main.

ON POSE UNE QUESTION AU PREMIER MINISTRE

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre, monsieur le Président. Se souvient-il de Richard Nixon?

Des voix: Oh, oh!

M. Beatty: Joe McCarthy, cela vous dit quelque chose?

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Puis-je rappeler aux députés que les questions ont pour but d'obtenir des renseignements sur la politique du gouvernement?

Le premier ministre désire-t-il répondre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Oui, monsieur le Président. Je me souviens de M. Richard Nixon, accusé, mais non condamné, dans une affaire de conspiration, si je ne m'abuse, lors de certains événements qui ont eu lieu aux États-Unis, une figure tragique de l'histoire de ce pays. Il a eu le tort de ne pas répondre à des questions fort légitimes, ce qui n'est pas mon cas, car j'ai rendu des comptes sans réserve aucune à la Chambre et au Parlement du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Ce sont des esprits retors. C'est le nouveau parti démagogique.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

* * *

[Français]

LES BANQUES

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT N'A PAS NOMMÉ
UNE PERSONNE POUR SURVEILLER LES INTÉRÊTS DES
CONTRIBUABLES DANS L'ADMINISTRATION DE LA BCC

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Par la voie des journaux, les Canadiens ont appris ce matin, que dès le 22 mars dernier, le président de la banque Toronto-Dominion et d'autres banquiers avaient demandé au gouvernement de nommer un officier supérieur pour prendre charge de l'administration de la Banque Commerciale du Canada afin de protéger les intérêts des contribuables canadiens.

Monsieur le Président, je voudrais demander au ministre des Finances pourquoi son gouvernement, le gouvernement auquel il appartient, n'a pas désigné une seule personne pour surveiller les intérêts des contribuables dans l'administration de la banque?